

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2012

T
E
N
D
A
N
C
E
S

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Morosité du climat des affaires

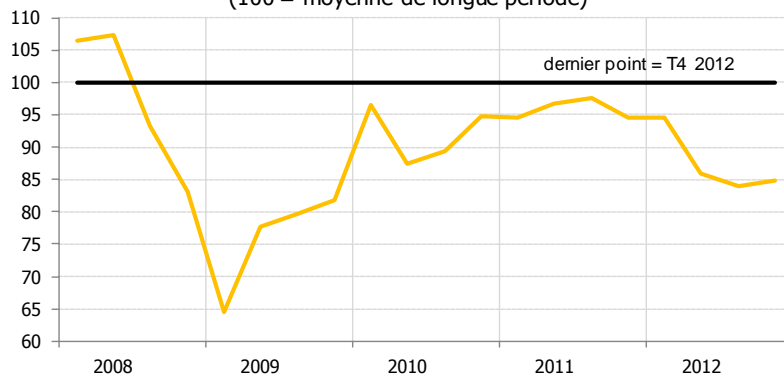
L'indicateur du climat des affaires (ICA) est quasiment stable au quatrième trimestre, après quatre trimestres consécutifs de dégradation. Il s'établit à 84,8 points, soit 15,2 points en dessous de sa moyenne de longue période.

Le niveau d'activité peine à se redresser, dans un climat des affaires encore dégradé. En dépit des quelques anticipations positives pour le premier trimestre 2013, cette situation reflète le pessimisme des chefs d'entreprise face à la crise.

La consommation des ménages est mal orientée, alors que les prévisions d'investissement des entreprises continuent de se contracter, atteignant leur plus bas niveau depuis le quatrième trimestre 2009.

Les chefs d'entreprise indiquent que l'activité poursuit une tendance baissière dans une majorité de secteurs, notamment dans le commerce et le tourisme. En revanche, elle retrouve un peu de dynamisme dans le secteur du BTP.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

UNE CROISSANCE MODÉRÉE DANS LA CARAÏBE

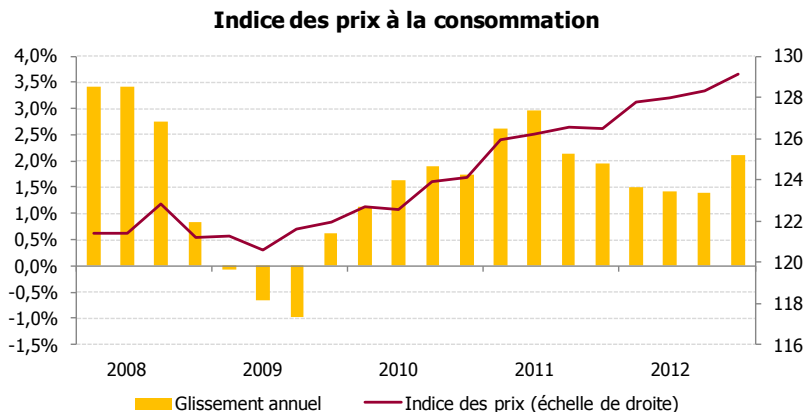
L'économie des pays de la région Caraïbe connaît une croissance modérée en 2012. Selon la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance caribéenne est positive (+1,1 %), à l'exception de la Jamaïque (-0,8 %) et de Saint-Kitts et Nevis (-0,2 %). Elle repose principalement sur la demande intérieure, tant publique (+3,9 %) que privée (+3,7 %). La hausse de l'activité domestique, notamment dans les secteurs des services (commerce, hôtels et restaurants, activités financières) et de la construction, contribue à soutenir la croissance.

Sur le plan sectoriel, l'agriculture souffre des mauvaises conditions climatiques et le secteur de la banane est confronté à la cercosporiose qui ravage les plantations (Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenadines). L'activité industrielle est favorablement orientée à Saint-Domingue, mais en retrait à Trinidad et Tobago. Les performances du secteur du tourisme sont contrastées : à la Barbade et dans les pays de l'union monétaire de la Caraïbe orientale, la valeur ajoutée du secteur est en baisse, alors que les autres pays de la région bénéficient de flux touristiques en progression qui contribuent à stimuler l'activité économique.

Regain de tension sur les prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) enregistre une progression sensible au quatrième trimestre (+0,6 %, après +0,2 % au précédent trimestre). Cette évolution tient essentiellement au renchérissement des prix des services (+1,2 %) et, dans une moindre mesure, des prix de l'alimentation (+0,8 %). Alors que les prix des produits manufacturés sont stables, ceux de l'énergie sont en repli (-0,7 %).

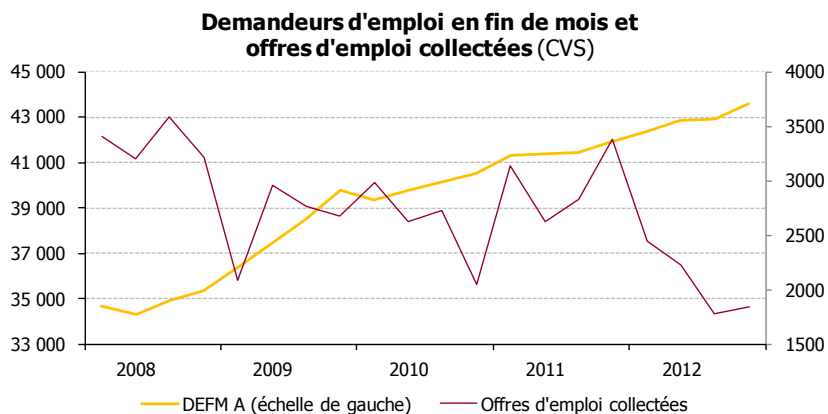
Sur un an, la hausse des prix atteint 2,0 %. Cette augmentation s'explique par la croissance concomitante des prix des services (+1,2 %) et de l'énergie (+5,7 %). La progression des prix de l'alimentation (+4,3 %) contribue également à la hausse globale.



Persistence d'un chômage élevé

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) s'inscrit en hausse sur le trimestre (+1,6 %, CVS), malgré un léger rebond des offres d'emplois enregistrées (+3,8 %, CVS), portant leur nombre à 43 619 (CVS). Parallèlement, sur le trimestre, le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est stable (+0,3 %, CVS).

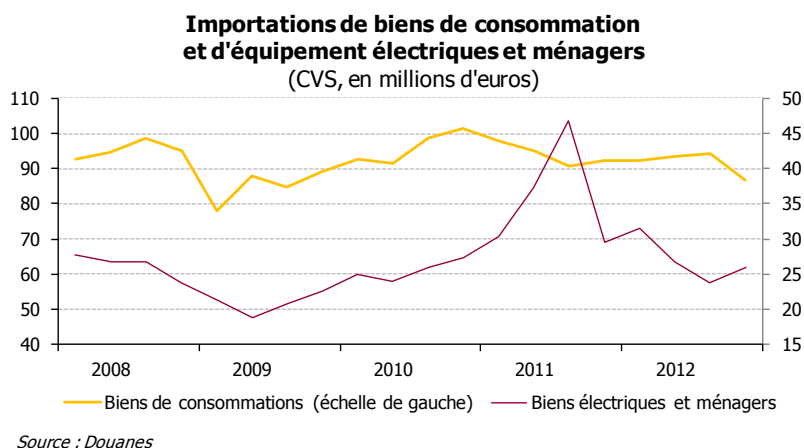
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente (+4,1 %, CVS) et le nombre d'allocataires de Pôle emploi diminue (-4,5 %, CVS). Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont également en baisse (-45,5 %, CVS).



Faiblesse de la consommation des ménages

La consommation des ménages semble s'inscrire durablement dans une tendance baissière. Peu dynamique au troisième trimestre, elle marque un nouveau repli au dernier trimestre. Les importations de biens de consommation sont en retrait (-7,8 %, CVS sur le trimestre et -6,1 %, CVS sur un an). Les immatriculations de véhicules de tourisme restent mal orientées, aussi bien sur le trimestre (-1,4 %, CVS) que sur l'année (-17,7 %, CVS), et la croissance du chiffre d'affaires de la grande distribution ralentit (+0,8 % sur le trimestre pour les hypermarchés).

Les importations de biens d'équipement électriques ménagers qui suivent une tendance à la baisse depuis un an enregistrent un regain de vitalité au dernier trimestre (+8,4 %, CVS). Pour autant, les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête indiquent que la conjoncture est toujours dégradée.



Les indicateurs de vulnérabilité évoluent favorablement, à l'exception des retraits de cartes bancaires de nouveau orientés à la hausse (+1,5 %). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques et de personnes physiques en interdiction bancaire enregistre un léger repli (-0,5 %). Parallèlement, le nombre de dossiers déposés auprès de la Commission de surendettement est en recul (-9,0 %). En glissement annuel, ces indicateurs sont orientés à la baisse, hormis le nombre de dossiers de surendettement.

Nouvelle contraction des prévisions d'investissement des entreprises

L'absence de visibilité à moyen terme conduit à une nouvelle contraction des prévisions d'investissement. Ces dernières marquent le pas dans tous les secteurs, à l'exception du BTP et des industries agroalimentaires, les chefs d'entreprise privilégiant le maintien de l'appareil productif.

Parallèlement, les importations de biens d'équipement et les immatriculations de véhicules utilitaires se redressent (respectivement de +1,7 % et +2,5 % sur le trimestre). En revanche, leurs niveaux restent largement en baisse sur un an (-13,9 % et -21,1 %).

L'allongement des délais de paiement affecte la trésorerie des entreprises et les fragilise. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire poursuit sa progression au quatrième trimestre (+3,3 %). Toutefois, les incidents de paiement sur effets sont en retrait tant en nombre (-22,9 %) qu'en montant (-33,7 %).

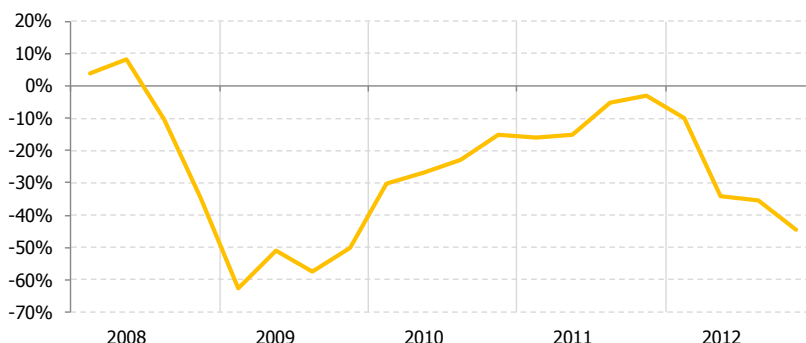
Rebond des échanges extérieurs

Les importations progressent sur le trimestre (+8,1 %, CVS), en lien avec la hausse des importations d'hydrocarbures (+68,2 %), de biens d'équipement électriques et ménagers (+21,3 %), et dans un moindre mesure, de matériels de transport (+12,8 %).

Les exportations sont également en progression (+2,0 % sur le trimestre, CVS), en lien avec la croissance des exportations de produits agroalimentaires (+8,8 %) et de produits pétroliers (+10,6 %).

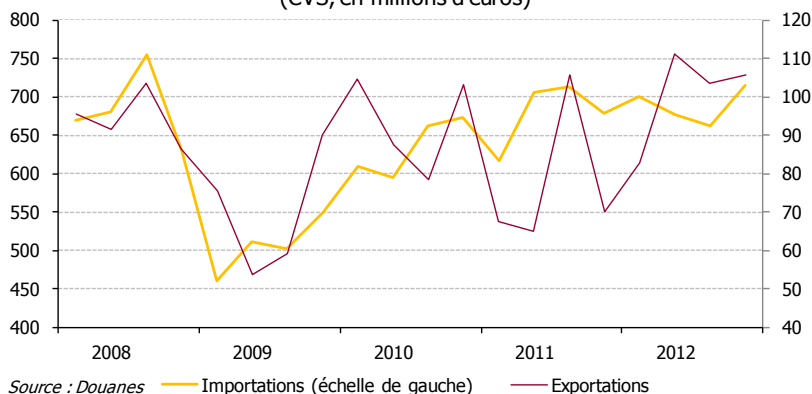
Sur un an, la tendance est similaire tant pour les importations (+5,4 %, CVS) que pour les exportations (+50,9 %), ces dernières retrouvant un niveau conforme à la normale, après la forte baisse des exportations de carburant enregistrée un an auparavant.

Prévisions d'investissement



Les soldes d'opinion sont centrés sur leur moyenne de longue période
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Commerce extérieur (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes — Importations (échelle de gauche) — Exportations

UNE ACTIVITÉ QUI SE DÉGRADÉ DANS LA PLUPART DES SECTEURS

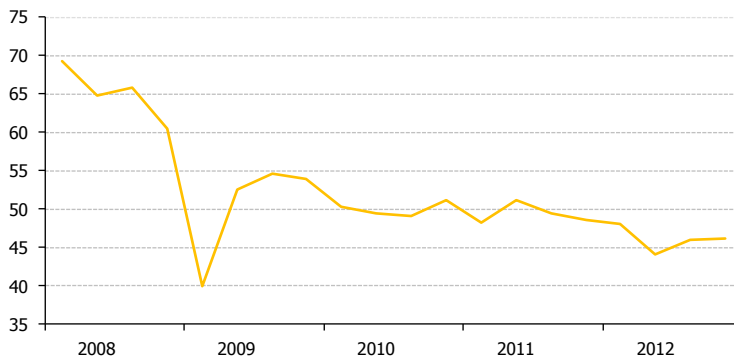
L'activité peine à retrouver son niveau d'équilibre. La hausse des charges d'exploitation vient grever la trésorerie déjà pénalisée par l'allongement des délais de paiement. Dans un contexte économique peu favorable, seuls les secteurs de l'industrie agroalimentaire et du BTP semblent être mieux orientés.

Dans le **secteur primaire**, les expéditions de banane se contractent (-7,6 % par rapport à l'année précédente pour octobre et novembre), conséquence du développement de la cercosporiose noire qui réduit les rendements des plantations et affecte la production. S'agissant des filières d'élevage, les abattages sont en progression tant sur le trimestre (+12,3 %, CVS) qu'en glissement annuel (+14,1 %, CVS).

Le secteur **agro-alimentaire** enregistre un certain regain d'activité. Les exportations de ce secteur progressent de 3,6 % mais sont en retrait de 1,8 % sur un an.

Dans le **BTP**, les chefs d'entreprise font également part d'une meilleure orientation de l'activité. Cette amélioration ne s'est toutefois pas traduite dans l'évolution des ventes de ciment, qui demeurent stables sur le trimestre (+0,3 %). Cependant, le manque de visibilité à moyen terme incite à la prudence quant à l'évolution du secteur. En outre, les ventes de ciment s'inscrivent en baisse sur un an (-5,2 %).

Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)

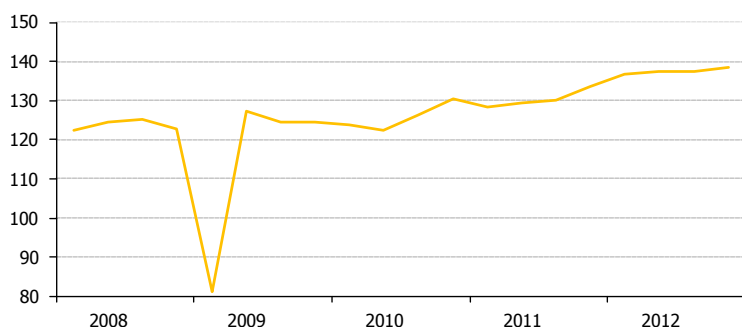


Source : Ciments Antilles

En outre, les ventes de ciment s'inscrivent en baisse sur un an (-5,2 %).

L'activité des entreprises du secteur **industriel** reste dégradée et les anticipations ne sont pas favorables.

Chiffre d'affaires de la grande distribution (ensemble des hypermarchés, CVS en millions d'euros)



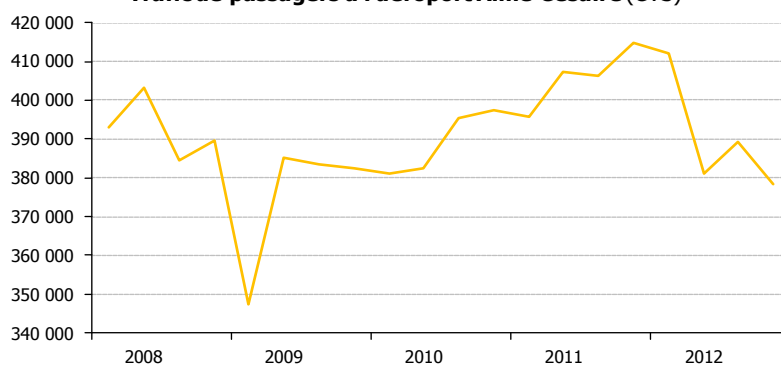
Source : DIECCTE

L'activité du secteur **touristique** continue de ralentir pour le troisième trimestre consécutif selon les chefs d'entreprise. Le trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire est en retrait sur le trimestre (-2,8 %, CVS) et en glissement annuel (-8,8 %). Il passe sous la barre des 340 000 en données brutes soit le niveau le plus faible depuis le deuxième trimestre 2009. En revanche, le nombre de croisiéristes enregistre une croissance sensible tant sur le trimestre (+22,5 %, CVS) que sur l'année (+136,8 %).

Dans l'hôtellerie, le taux d'occupation des hôtels atteint 62 % à fin novembre, contre 56 % un an auparavant. Enfin, le nombre de nuitées est stable par rapport à l'année passée (+0,2 % pour octobre et novembre).

Dans le secteur du **commerce**, l'activité tend également à se détériorer, en liaison avec la faiblesse de la consommation des ménages. Le marché automobile est en baisse (-1,4 % CVS sur le trimestre et -17,7 % sur un an), alors que la croissance du chiffre d'affaires des hypermarchés ralentit (+0,8 % CVS sur le trimestre et +3,7 % sur un an).

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Source : CCIM

Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une activité légèrement orientée à la baisse, en relation avec l'amenagement du carnet de commandes. Ils font également état d'une contraction de leurs effectifs et de leur prix sur le trimestre. Ils ne prévoient pas d'investir dans les 12 prochains mois et leurs prix et effectifs devraient continuer de baisser au premier trimestre.

VERS UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2013 ?

Après une accélération au troisième trimestre 2012 expliquée essentiellement par la hausse des stocks, la croissance mondiale s'essouffle au quatrième trimestre, s'inscrivant à 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,5 % en 2013, tirée par les pays émergents et en développement, tandis que les facteurs pesant sur l'activité s'affaibliraient. Toutefois, la reprise sera plus lente que prévue et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés.

Aux Etats-Unis, la croissance a été nulle au quatrième trimestre, alors qu'elle s'établissait à 0,8 % au troisième trimestre. Elle s'est élevée en moyenne à 2,3 % en 2012 et devrait ralentir en 2013 à 2,0 %. La croissance de la consommation devrait se raffermir grâce à l'amélioration de la situation financière des ménages liée au redressement du marché immobilier et aux conditions favorables sur les marchés financiers.

Le PIB réel de la zone euro s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre. L'activité des pays de la périphérie a encore été plus déprimée que prévu, ce qui a impacté de manière plus marquée les pays du cœur de la zone. Les conditions d'emprunt du secteur privé ne se sont pas encore améliorées en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques et améliorer la situation financière des pays et des banques de la périphérie. Le FMI table sur une croissance négative sur l'année 2012 (-0,4 %) de même qu'en 2013 (-0,2 %). Selon l'INSEE, le PIB de la France se serait replié de 0,3 % en volume au quatrième trimestre et la croissance serait nulle pour 2012. Le recul du quatrième trimestre est notamment imputable aux variations de stocks et à la baisse de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % de l'économie française pour 2013.

Des politiques monétaires accommodantes ont permis une accélération de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement mais la faiblesse de la demande adressée de même que des goulets d'étranglement de l'offre ont constitué des freins dans certains pays tels que le Brésil et l'Inde. La croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement s'élève à 5,1 % en 2012 et devrait s'accroître en 2013 à 5,5 % sans atteindre les niveaux de 2010 et 2011.

Sources : FMI (Mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013), INSEE, OCDE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 6 mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1952-9619